Les actionnaires haussent le ton face à Credit Suisse

DÉBÂCLE Plusieurs investisseurs ou conseillers d'investisseurs déplorent l'implication de la banque dans une nouvelle débâcle, celle du hedge fund américain Archegos. Certains appellent à ne pas voter la décharge et à réduire les rémunérations

MATHILDE FARINE, ZÜRICH

🐦 @MathildeFarine

S'il n'y avait eu que Greensill, Credit Suisse aurait peut-être échappé aux pires critiques. Après tout, le cours de l'action avait été relativement épargné, malgré des pertes possibles à la suite de la faillite de la société britannique. Or l'implication de la banque dans une deuxième débâcle financière ce mois-ci irrite ses investisseurs.

La banque a annoncé lundi matin s'attendre à des pertes «hautement significatives et matérielles» à la suite du défaut de paiement du hedge fund américain Archegos Capital. De quoi faire s'écrouler l'action en bourse: -14% lundi. Elle a encore baissé de 3,07% mardi. Depuis le début de l'année, elle est dans le rouge (-8,64%). Pour ne rien arranger, il semble que la banque doive mettre en pause son plan de rachat d'actions, selon Bloomberg. Annoncé en octobre dernier et prévu pour cette année, il a commencé il y a peu. Il pouvait se monter entre 1 et 1,5 milliard de francs. Reste à savoir aussi ce qui arrivera au dividende.

Pas de rémunération pour Urs Rohner?

«En soi, cette affaire n'est pas de nature à mettre en danger le système financier ou Credit Suisse, les exigences en capital étant devenues plus sévères

pour les banques dites *too big to fail*, estime Jean-Charles Rochet, professeur à l'Université de Genève. En revanche, c'est une perte pour les actionnaires, qui pourraient penser qu'elle devrait financer la transition énergétique plutôt que la spéculation.»

Harris Associates, l'un des plus importants actionnaires de la banque, est aussi l'un des plus courroucés. Au point de déclarer lundi soir qu'Urs Rohner, président du conseil d'administration sur le départ, doit renoncer à recevoir une quelconque rémunération «en raison des événements récents et de la performance passée». Depuis 2011, année de son entrée en fonction à ce poste, l'action de la banque a perdu 70% de sa valeur.

«La rémunération variable pour l'année 2020 devrait être refusée»

VINCENT KAUFMANN, DIRECTEUR D'ETHOS

David Herro, responsable des investissements de Harris Associates, avait déjà demandé le départ d'Urs Rohner l'an dernier, soutenant Tidjane Thiam, alors directeur général de la banque, lors du bras de fer entre les deux hommes. Il s'était soldé au profit du premier, le second ayant quitté la banque il y a un peu plus d'une année.

La fondation Ethos, qui conseille les investisseurs, est également «surprise par la quantité d'affaires auxquelles a

été confrontée Credit Suisse ces dernières années». Les plus récentes – Greensill et Archegos – «ne font que s'ajouter au nombre incalculable de problèmes de gouvernance qui se sont produits sous la présidence d'Urs Rohner», affirme Vincent Kaufmann, directeur d'Ethos, ajoutant être étonné qu'il «ait pu se maintenir à cette position, avec une rémunération annuelle de plus de 4 millions de francs aussi longtemps».

«Instaurer une nouvelle culture d'entreprise»

Au vu de ces deux dernières débâcles, «les actionnaires ne devraient pas accorder la décharge aux membres du conseil d'administration et de la direction générale cette année», ajoute Vincent Kaufmann. Ce n'est pas tout: «La rémunération variable pour l'année 2020 devrait être refusée», ajoute-t-il. Ethos espère que le changement à la présidence – Antonio Horta-Osorio doit être confirmé à la prochaine assemblée générale en avril – «permettra d'instaurer une nouvelle culture d'entreprise avec une approche davantage centrée sur la gestion des risques».

De son côté, Roger Said, codirecteur d'Actares, qui avait déjà refusé la décharge et la réélection d'Urs Rohner l'an dernier, voit aussi «un problème dans la gestion des risques. Même avant ces deux cas actuels, il y avait des problèmes sévères, notamment le crédit frauduleux au Mozambique.» Et le conseiller aux actionnaires d'ajouter que «de tels incidents devraient avoir des conséquences pour les rémunérations. Être ajustée à la performance, c'est bien le but d'une rémunération variable.» ■